

HABITAT & COLLECTIVITES LOCALES N°14

Informations du 8 au 21 juillet 2006



JOURNAL OFFICIEL du 8 au 21 juillet 2006

Engagement national pour le logement - ENL

LOI n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement

J.O n° 163 du 16 juillet 2006 page 10662 - texte n° 1 - NOR: SOCX0500245L

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCX0500245L>

Engagement national pour le logement - Dossier législatif

<http://www.senat.fr/dossierleg/pjl05-057.html>

La loi Engagement National pour le Logement (ENL)

http://www.logement.gouv.fr/article.php3?id_article=5813

Construction, acquisition et amélioration de logements locatifs aidés - Prêts attribués à des personnes morales ou physiques

Décret n° 2006-890 du 18 juillet 2006 modifiant le code de la construction et de l'habitation et relatif à l'attribution de prêts pour la construction, l'acquisition et l'amélioration de logements locatifs aidés

J.O n° 166 du 20 juillet 2006 page 10905 - texte n° 12 - NOR: SOCU0610689D

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCU0610689D>

Informations complémentaires

Code de la construction et de l'habitation (partie réglementaire)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnCode?commun=&code=CCONSTRR.rcv>

Construction, acquisition et amélioration de logements locatifs aidés - Subventions de l'Etat - Modifications

Arrêté du 18 juillet 2006 modifiant l'arrêté du 5 mai 1995 relatif aux subventions de l'Etat et aux prêts pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs aidés

J.O n° 166 du 20 juillet 2006 page 10908 - texte n° 15 - NOR: SOCU0610690A

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCU0610690A>

Arrêté du 5 mai 1995 modifié relatif aux subventions de l'Etat

http://www.dquhc-logement.fr/conv/textes/pub/arr_05_05_1995_11s.pdf

Cessions d'immeubles domaniaux en vue de la réalisation de programmes de logement social

Décret n° 2006-895 du 18 juillet 2006 relatif aux cessions d'immeubles domaniaux en vue de la réalisation de programmes de logement social et modifiant l'article R. 148-7 du code du domaine de l'Etat

J.O n° 166 du 20 juillet 2006 page 10911 - texte n° 24 - NOR: EQUU0600945D

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=EQUU0600945D>

Informations complémentaires

Code du Domaine de l'Etat (partie réglementaire)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnCode?commun=&code=CDWOMETR.rcv>

Indice du coût de la construction du premier trimestre 2006

Avis relatif à l'indice du coût de la construction du premier trimestre 2006

J.O n° 166 du 20 juillet 2006 page 10926 - texte n° 123 - NOR: ECOS0650028V

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=ECOS0650028V>

Indice de référence des loyers du premier trimestre 2006

Avis relatif à l'indice de référence des loyers du premier trimestre 2006

J.O n° 166 du 20 juillet 2006 page 10926 - texte n° 124 - NOR: ECOS0650029V

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=ECOS0650029V>

PARLEMENT

Convocation du Parlement en session extraordinaire le jeudi 7 septembre 2006

L'ordre du jour de cette session extraordinaire comprendra l'examen et la poursuite de l'examen des projets de textes suivants : projet de loi portant adaptation du secteur de l'énergie ; projet de loi relatif à la prévention de la délinquance ; projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques.

J.O n° 155 du 6 juillet 2006 page 10113 - texte n° 1 - NOR: HRUX0609428D

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=HRUX0609428D>

CIRCULAIRES

Intérêt communautaire en matière "d'habitat"

Aide à la définition de l'intérêt communautaire en matière "d'habitat" au profit des communes et de leurs groupements

B.O Ministère intérieur - [Circulaire](#) - 2006-07-13 - NOR: MCTB0600063C

http://www.dgcl.interieur.gouv.fr/Bases_juridiques/Circulaires/2006/circulaire%20d%E9finition%20%E9communautaire.pdf

REPONSES MINISTERIELLES

Plans de prévention des risques - Utilisation des bâtiments ou espaces délocalisés

Les possibilités d'utilisation des terrains acquis par la collectivité s'avèrent très limitées, en raison même de l'existence du risque ayant justifié leur acquisition, et se résument en général à un usage lié au caractère redevenu naturel de ces sites, excluant toute hypothèse d'occupation ou de fréquentation humaine quelles qu'en soient la fin et la durée...

Assemblée Nationale - 2007-07-04 - Réponse Ministérielle N° 87669

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q12/12-87669QE.htm>

Demandes de démolition de constructions illégales - Publication à la conservation des hypothèques afin d'informer les acquéreurs potentiels.

L'article L. 480-5 du code de l'urbanisme prévoit que « le tribunal pourra ordonner la publication de tout ou partie du jugement de condamnation, aux frais du délinquant, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département, ainsi que son affichage dans les lieux qu'il indiquera ». La publication au fichier immobilier de la décision de justice pénale, à l'initiative de l'autorité administrative compétente pour son exécution, peut se faire dans le cadre des règles de publicité foncière prévues par les décrets n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière et n° 55-130 du 14 octobre 1955 modifié pris pour son application...

Sénat - 2006-07-06 - Réponse ministérielle N° 18182

<http://www.senat.fr/basile/visio.do?id=qSEQ050618182>

Bilan des plans locaux d'urbanisme - Prise en compte du paysage

Le dispositif a favorisé une réelle prise de conscience auprès des candidats à la construction et, de ce fait, une meilleure prise en considération des préoccupations du paysage dans l'acte de construire. L'article 3-2 de la loi a introduit, dans l'article L. 123-1, 7° du code de l'urbanisme, la notion de protection et de mise en valeur des éléments de paysage. La mise en oeuvre de cet article n'a pas, semble-t-il, soulevé de difficultés particulières ; aussi, il n'est pas apparu nécessaire d'en faire un bilan...

Sénat - 2006-07-06 - Réponse ministérielle N° 20004

<http://www.senat.fr/basile/visio.do?id=qSEQ051020004>

Loi n° 93-24 du 8 janvier 1993

<http://www.legifrance.gouv.fr/texteconsolide/UPEFP.htm>

REPONSES MINISTERIELLES (suite)

Droit de préemption urbain - Priorité des communes sur tout projet de cession de biens immobiliers appartenant à l'État

L'article 4 du projet de loi portant engagement national pour le logement (ndlr article 15 de la loi), actuellement à l'examen du Parlement, crée, en faveur des communes et des établissements publics de coopération intercommunales titulaires du droit de préemption urbain, un droit de priorité sur tout projet de cession de biens immobiliers appartenant à l'État, à des sociétés dont il détient la majorité du capital, à certains de ses établissements publics, dont notamment RFF. Les cessions que réalisera la SOVAFIM sont concernées par ces dispositions. Ce droit de priorité se substitue au droit de préemption urbain...

Assemblée Nationale - 2006-07-11 - Réponse Ministérielle N° 95000

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q12/12-95000QE.htm>

Loi ENL n° 2006-872 du 13 juillet 2006 (voir article 15)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCX0500245L>

Permis de construire attribué dans des conditions illégales et même frauduleuses, avec la complicité d'un employé de mairie ou d'un adjoint ayant délégation de signature.

La circonstance, à la supposer établie, qu'un permis de construire ait été délivré dans des conditions frauduleuses n'a pas pour effet de proroger le délai de recours au bénéfice des tiers ...

Assemblée Nationale - 2006-07-11 - Réponse Ministérielle N° 91689

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q12/12-91689QE.htm>

Conseil d'Etat N° 172918 - 1999-05-17

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnDocument?base=JADE&nod=JGXBX1999X05X0000072918>

REVUE DU WEB

Le nouvel indice des loyers commence à produire ses effets

Alors que l'indice du coût de la construction affiche une forte hausse de 7,24% au premier trimestre 2006, sur la même période, le nouvel indice de référence des loyers n'a progressé que de 2,46%...

Moniteur Expert - 2006-07-12

<http://www.lemoniteur-expert.com/depeches/depeche.asp?t=2&id=D77478785&mode=0>

Le droit au logement opposable

Le « droit au logement opposable », qui permettrait à toute personne privée de logement de mettre en demeure les pouvoirs publics, éventuellement locaux, pourrait être expérimenté par les collectivités locales. Pour autant que toutes les garanties leur soient données pour une bonne mise en oeuvre de ce dispositif...

Association des maires de grandes villes de France - AMGVF - GVH n°668 - 2006-07-04

<http://www.grandevilles.org/IMG/GVH668.pdf>

Engagement national pour le logement - Loi ENL

Ordonnée en trois titres subdivisés au total en une quinzaine de chapitres, la loi ENL touche l'ensemble du spectre du logement : l'urbanisme, l'accession sociale à la propriété, l'investissement locatif, la lutte contre l'insalubrité, l'accès au parc locatif social, la modernisation des statuts des bailleurs sociaux, l'ANAH, l'accès au logement notamment pour les personnes défavorisées, les rapports locatifs, la copropriété, l'information des acquéreurs sur la qualité des biens, l'exercice de certaines professions immobilières....le secteur privé comme le secteur public sont concernés...

Anil, Habitat Actualité - Pour en savoir plus - Juillet 2006

http://www.anil.org/servlet/anil.document.DocVoi?id_appli=4&id_categ=262&id_http://www.anil.org/servlet/anil.document.DocVoi?id_appli=4&id_categ=262&id_scateg=0&id=8387&inter=1scateg=0&id=8387&inter=1

Le devoir d'information sur les risques

Plusieurs associations départementales de maires ont déjà interrogé les services de l'AMF sur le rôle exact du maire dans la mise en oeuvre de la nouvelle obligation d'information sur les risques instaurée par la loi sur les risques en 2003 et figurant à l'art L 125-5 du code de l'environnement. Afin de lever toute ambiguïté dans l'interprétation du texte, il convient de rappeler que le maire a un simple devoir d'affichage de l'arrêté préfectoral mais qu'en revanche il appartient au bailleur ou au vendeur procédant à la location ou à la vente de son bien de remplir le formulaire «état des risques», obligatoire depuis le 1er juin 2006....

Association des Maires de France - AMF - 2006-07-12

http://www.amf.asso.fr/basedocumentaire/article.asp?ref_article=1852

REVUE DU WEB (suite)

Commission des comptes du logement

La commission des comptes du logement a rendu public son rapport. L'édition des comptes du logement en 2004 propose les chiffrages et analyses détaillés de 1984 à 2004 et l'évaluation provisoire des dépenses courantes 2005. Des études sur des domaines connexes au logement enrichissent ce panorama...

Ministère de l'Équipement - Juillet 2006

http://www.statistiques.equipement.gouv.fr/rubrique.php?id_rubrique=19

Travaux d'entretien-amélioration de logements

Les prix des travaux d'entretien-amélioration de logements poursuivent leur ralentissement au premier trimestre 2006...

Ministère Equipement - SESP Infos rapides n° 335 juin 2006

http://www.statistiques.equipement.gouv.fr/IMG/pdf/IPEA_335_cle571db1.pdf

Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)

Six mois après les émeutes urbaines de l'automne 2005 et au moment où le volet cohésion sociale du plan national de rénovation urbaine va trouver sa concrétisation avec la mise en place de l'agence nationale de la cohésion sociale (ANCSEC), les rapporteurs ont souhaité établir un premier bilan de l'action de l'ANRU et de la mise en place de ses règles de fonctionnement et identifier les défis auxquels cet établissement public sera confronté dans la phase de réalisation opérationnelle des projets de rénovation urbaine qu'il a suscités...

Sénat - Rapport d'information - Commission des finances - 2006-07-13

<http://www.senat.fr/rap/r05-456/r05-456.html>

Les Sem immobilières – Exercices 2004

Le dispositif d'autocontrôle de la Fédération des Sem collecte chaque année des informations destinées à assurer une meilleure connaissance des Sociétés d'économie mixte et de leurs activités. Ce document présente la situation économique et financière 2004 des Sem dont le métier principal est la construction et/ou la gestion de logements sociaux sur la base des données issues de l'Observatoire de l'économie mixte et du Dispositif d'Autocontrôle...

Fédération des Sem - 2006-07-10

http://www.fedsem.fr/doc/Document/immo_exercice_2004.pdf

Nicolas Michelin : "le tandem maire et architecte-urbaniste est capital pour la réussite d'un projet urbain"

Architecte-urbaniste, Nicolas Michelin a confié au "Moniteur" sa vision du métier, de son enseignement et plus généralement des rapports entre l'architecture et l'urbanisme...

LE MONITEUR EXPERT - 2006-07-18

<http://www.lemoniteur-expert.com/depeches/depeche.asp?t=4&acces=6&id=DB983B0AB&mode=0>

L'ANRU élargit son champ d'intervention : plus de 500 quartiers seront rénovés d'ici 2013

Le Conseil d'Administration du 12 juillet a arrêté une liste de 341 nouveaux quartiers qui s'ajoutent aux 188 dits prioritaires et qui se verront proposer une convention...

ANRU - [Communiqué de presse](#) - 2006-07-17

ANRU - [Liste des 188 quartiers prioritaires et des 341 quartiers supplémentaires](#)

Informations signalées et commentées par Guy Lemée <http://www.inventaires.fr> via la liste de diffusion (accès libre et gratuit) : <http://fr.groups.yahoo.com/group/logementsocialeconomielocale/>

Ce bulletin d'informations est édité en collaboration avec ACRD, société éditrice de **IDVO** - Veille juridique et documentaire des Collectivités territoriales ([IDVO/"Informations légales"](#))

La diffusion de ce bulletin d'informations reste couverte par les droits du copyright.

Pour toute information complémentaire, merci de contacter Guy Lemée, Directeur du cabinet *Inventaires* (<http://www.inventaires.fr>) à l'adresse courriel : contact@inventaires.fr

© 2008 *Inventaires* - Tous droits réservés